

blique.—Il ne sagit donc que de savoir si ce gouvernement a réellement succombé sous les efforts du parti réactionnaire, et, dans ce cas, où et comment ?

Ici les faits ont leur logique et s'imposent seuls, en vertu de leur toute puissance; or, voici, au risque de nous répéter une fois de plus, ce que nous dit la voix irréfutable des faits.

Le 17 décembre 1857, M. Comonfort, président de la République mexicaine, s'est insurgé en compagnie de M. Zuloaga contre la constitution à la quelle il avait prêté serment seize jours auparavant, et a fait arrêter en même temps M. Juarez, président de la cour suprême, désigné aux termes de l'article 79 pour le suppléer jusqu'à la nomination de son successeur.

Le 11 janvier suivant, il s'aperçut qu'il était le jouet des partis réactionnaires, et il revint sus ses pas en rendant la liberté à M. Juarez.

De ce jour, celui-ci était le véritable président de la République, et M. Comonfort en était tellement convaincu, qu'en signant les décrets nécessités par les circonstances, il ne prenait que le titre de général en chef de l'armée ¹.

Le 19, M. Juarez prit publiquement possession de la présidence, à Guanajuato, au moyen d'un manifeste que nous avons inséré à la page 13 de ce volume, et quand les insurgés entrèrent le 22 dans le palais national de Mexico, il y avait déjà trois jours que le gouvernement était organisé à Guanajuato.

Depuis lors M. Juarez n'a pas cessé un instant de remplir ses devoirs envers la République et les puissances étrangères, chaque fois, bien entendu, que ces dernières ont daigné s'adresser à lui; et à moins de supposer que la reconnaissance du coup d'Etat par les Ministres de France et d'Angleterre, ait pu tenir lieu à MM. Zuloaga et Miramon d'une légitimité qui leur manquait, ce qui, pour parler comme M. de Saligny, serait créer à leur profit un nouveau droit des gens, en opposition formelle à celui qui a servi de règle jusqu'ici à toutes

1 Voir deux de ces décrets à la page 12 de ce volume.

les relations internationales; nous ne voyons pas comment on pourrait rendre l'administration légitime de M. Juarez, solidaire des actes consentis par l'administration intruse de MM. Zuloaga et Miramon.

Mais le gouvernement mexicain ne s'est même jamais placé sur ce terrain absolu du droit. M. Zarco a toujours manifesté à M. de Saligny son désir d'arranger d'une manière satisfaisante pour tous les intéressés, les questions pendantes entre la France et le Mexique; et tout en tenant compte des difficultés que rencontrait la solution de l'affaire Jecker, tant à cause de son origine que par suite de l'épuisement au quel se trouvait réduit le trésor après quatre années de guerre civile, il ajoutait qu'immédiatement après avoir résolu la question de principe que soulevait cette affaire, les détails en seraient bientôt réglés à l'avantage de la partie intéressée.

Enfin pour en terminer avec l'historique des bons dont il s'agit, nous devons mentionner encore que pendant le temps que ces bons furent admis à la trésorerie, c'est-à-dire, depuis le mois de janvier jusqu'au mois de décembre 1860, il en a été amorti pour une somme de 554, 127 piastres 25 centièmes; et encore, on n'a pas compris dans ce calcul, faute de temps, les amortissemens faits dans les bureaux de quelques départemens, non plus que les derniers qui eurent lieu à la douane de Mexico. Du reste, pour comprendre tout le ruineux de cette affaire, il suffit de mettre au dessus l'un de l'autre les deux résultats suivans, et de faire ensuite la balance au moyen d'une soustraction.

BALANCE.

	Piastres mexicaines.
Quantité reçue en effectif par le gouvernement, à la suite de l'affaire Jecker, d'après la liquidation de la trésorerie générale.....	618,927 83
Capital payé par les revenus publics du mois de janvier au mois de décembre 1860.....	554,127 25
Différence.....	64,800 58

Et cette différence, à peu de choses près, en plus ou en moins, doit être couverte par les amortissemens des bureaux dont on n'a point encore reçu les comptes d'opérations. Quelle nécessité y avait-il donc de créer tant de bons qui sortaient par charretées du palais; d'une si large combinaison; de tant de bruit; de tant de charges; et surtout de tant de scandale, pour arriver à un résultat aussi insignifiant? M. Jecker lui-même a fait en différentes occasions des opérations plus importantes et qui lui ont surtout été plus avantageuses, sans que ces opérations aient causé la ruine de cette malheureuse République, en entraînant pour elle des conséquences que personne ne peut prévoir.

MÉDIATION ANGLAISE.

M. MIRAMON ATTAQUE POUR LA SECONDE FOIS LA VILLE DE VÉRACRUZ ET EN EST DE NOUVEAU OBLIGÉ DE LEVER LE SIEGE.

Une erreur capitale des gouvernemens établis est la prétention qu'ils ont tous d'être infaillibles et de faire dériver cette infaillibilité du principe même de leur souveraineté.

Dans cet ordre d'idées l'*infaillibilité* et la *souveraineté* sont pour eux deux mots parfaitement synonymes. Ils expriment l'un et l'autre cette haute puissance qui domine toutes les autres, dont celles-ci dérivent, qui gouverne et n'est pas gouvernée, qui juge et n'est pas jugée.

De là vient qu'au point de vue gouvernemental, l'autorité ne doit pas, nous pourrions presque dire ne peut pas se tromper; et que ce qu'elle a décidé, dans la haute sagesse de sa raison, il faut l'exécuter coûte que coûte; car, reconnaître son erreur, ce serait renoncer à l'infaillibilité, et renoncer à l'infaillibilité, ce serait en quelque sorte abdiquer; or, les gouvernemens peuvent quelque fois succomber sous la pression de l'opinion populaire; ils n'abdiquent jamais!

Il y a cependant des cas où, sans reconnaître explicitement qu'ils se sont trompés dans l'adoption de telle ou telle mesure, certains gouvernemens peuvent être obligés par la nature même des institutions politiques dont ils dérivent de tenir compte, jusqu'à un certain point, de l'opinion publique, et de réagir, bon gré malgré, contre leurs propres décisions. Dans ce cas, l'habileté consiste à savoir prendre à propos le vent de cette opinion, et surtout à graduer les concessions de telle manière quelles ne paraissent jamais ce qu'elles sont en réalité; nous voulons dire la confession d'une erreur qui porterait un coup mortel au dogme absurde de l'infaillibilité gouvernementale.

C'est ainsi que s'est conduit dans la question du Mexique le ministre anglais, dont le chargé d'affaires, M. Lettsom, puis le représentant officiel, M. Otway, avaient l'un et l'autre reconnu l'administration réactionnaire émanée du plan de Tacubaya.

Il a d'abord profité de l'horreur que causait au monde entier les assassinats commis dans ce village, le 11 avril 1859, par ordre de Marquez et de Miramon, pour faire déclarer à M. Muñoz Ledo, par son Ministre, M. Otway¹, qu'il n'était pas certain d'avoir bien agi en donnant une préférence non interrompue au gouvernement dont ce ministre était l'organe: et persistant plus tard dans la même idée, il répondit le 16 décembre 1859, à certains négociants anglais qui le priaient de déclarer que le seul gouvernement de fait était celui près le quel était accrédité le Ministre Britannique: "Il est difficile de dire quel est, au Mexique, le gouvernement de fait, car tandis que la France, et l'Angleterre reconnaissent l'autorité du président qui est en possession de Mexico; les Etats-Unis reconnaissent celui qui siège à Veracruz."

Ce qui traduit en langage vulgaire, signifiait si nous ne nous trompons: que si le droit avait d'abord paru à Lord John Russel être du côté du gouvernement réactionnaire, uniquement, sans doute, parceque le représentant de l'Angleterre avait commis la faute de reconnaître ce prétendu gouvernement, il n'était pas bien sûr, après

¹ Voir à la page 91 de ce volume la note officielle, en date du 4 août 1859, adressée par Mr. Otway à M. Muñoz Ledo.